

*Initiatives ministérielles*

ont souffert. Le gouvernement a mis en péril une partie importante de notre récolte céréalière. Cela met en péril nos échanges internationaux, notre réputation comme pays où il y a coopération entre les divers segments de la société et qui, sur les marchés internationaux, sait tenir parole lorsqu'il s'engage à livrer des produits.

Cette façon de faire est devenue une habitude. Il choisit avec grand soin des cibles vulnérables. Il s'est attaqué aux personnes âgées, aux chômeurs, aux autochtones. Son choix s'est porté sur les éléments de notre société qui sont les moins capables de se défendre, et il a cherché systématiquement à faire dévier la colère que les Canadiens ressentent à son endroit.

Un gouvernement qui devrait s'occuper de bâtir un pays, qui devrait résoudre les problèmes au lieu de les créer, qui devrait susciter la collaboration pour que nous puissions relever les nombreux défis que nous réserve l'avenir a préféré dresser les Canadiens les uns contre les autres, les persuader que leur prospérité doit être nécessairement acquise aux dépens de quelqu'un d'autre. Voilà une approche cruelle, destructrice, sournoise pour préserver sa propre popularité. Heureusement, les sondages nous apprennent que ça ne marche pas.

Je voudrais revenir sur des points précis dont le ministre a parlé. Il a dit qu'on avait empêché des infirmières d'entrer dans les hôpitaux. Je rappelle au ministre que, il y a environ un an et demi, le gouvernement a forcé ses employés les moins bien payés à faire la grève. Il s'agit des travailleurs des services hospitaliers qui s'occupent des anciens combattants, des collectivités autochtones et des programmes de prévention. Et ces grévistes ont continué, à leurs propres frais, à assurer les services essentiels dans les hôpitaux.

La tribune était pleine, pendant cette grève, lorsque le gouvernement a obligé ces grévistes, avec qui il avait refusé de négocier une convention, à reprendre le travail. La tribune était bondée d'infirmières et de diététiciennes de Sainte-Anne-de-Bellevue, justement l'hôpital dont le ministre a parlé, qui se portaient à la défense de ces travailleurs. Les infirmières, diététiciennes et médecins qui se trouvaient à la tribune pour manifester leur solidarité avec ces travailleurs savent que, sans ces personnes qui touchent un maigre salaire de 17 000 \$ par année, ils ne peuvent accomplir leur travail professionnel auprès des malades et des personnes âgées, auprès de ceux qui ont souffert et sont aujourd'hui invalides parce qu'ils ont défendu leur pays. Ces mêmes travailleurs qui gagnent seulement 17 000 \$ par année et n'ont jamais été traités

justement par le gouvernement actuel ont assuré les services même lorsqu'ils faisaient une grève légale.

Le gouvernement n'a pas agi différemment avec les travailleurs des équipages de navire. Il n'a pas désigné de travailleurs essentiels parmi ces gens qui vont en mer et mettent leur vie en péril pour sauver d'autres vies. Nous avons donc eu une grève des équipages de navire en décembre 1989. Encore une fois, le gouvernement n'avait pas tenu compte des conseils de ce côté-ci de la Chambre qui lui demandait, depuis quatre mois, de reprendre les négociations et de négocier un règlement. Alors, il y a eu une grève qui a interrompu le transport dans la voie maritime du Saint-Laurent et qui a coûté un million de dollars par jour. Nous avons pourtant averti le gouvernement que c'est exactement ce qui se passerait en décembre, s'il ne trouvait pas de solution auparavant, mais il n'a pas tenu compte de nos avertissements.

Quelle attitude les équipages de navire ont-ils adoptée? Ont-ils fait ce que le gouvernement avait prévu qu'ils feraient, interrompre les services essentiels? Non, ils ne les ont pas interrompus. Ils ont dépensé un demi-million de dollars et ils se sont donné du mal pour s'installer dans des hôtels afin d'être disponibles en cas d'urgence. C'est ce qui leur a permis, en quelques occasions, durant la grève, de prendre la mer pour sauver des vies, au beau milieu d'une crise créée par le gouvernement. Ils ont renoncé à leur droit de grève et, à leurs propres frais, ils ont pris les moyens nécessaires pour continuer à faire leur travail. Le gouvernement devrait faire la même chose.

Le ministre a mentionné l'interruption du commerce du grain que nous connaissons actuellement. La situation est très grave et nous le savons. Pourtant, quand le gouvernement a décidé de ne pas négocier avec ses employés, en février, il savait très bien que les silos à grain seraient pleins de blé, en septembre. A-t-il désigné la manutention du grain comme un service essentiel, quand il avait l'occasion de le faire? Non, il ne l'a pas fait. Le gouvernement voulait-il donc provoquer une crise dans le transport du grain au Canada et dans nos expéditions en Union soviétique et détruire la récolte de nos cultivateurs de l'Ouest? C'est la seule raison que je peux trouver pour expliquer pourquoi il n'a pas désigné la manutention du grain comme un service essentiel.

• (1050)

Le gouvernement adore provoquer des crises. Il en a créé une dans notre économie. Nous voyons des emplois quitter pour toujours les régions les plus prospères de notre pays. Il en a créé une autre dans l'emploi. Aujourd'hui même, il y a un million et demi de chômeurs au